

[Text]

Ryan in the past. I had the pleasure of sharing a stage with Father Ryan during the free trade debate.

Did you have a question, Mr.—

The Chairman: I think it is fair to let Mr. Langdon, who is speaking at length, presenting their case—I am not quite sure which case—continue. I do not think he ought to be interfered with.

Mr. Langdon: Thank you, Mr. Chairman. I am pleased to recognize that you have come to understand what a point of order is.

The Chairman: I do want to—

Mr. Langdon: Oh, you have a question?

The Chairman: No, I do want you to appreciate, though, that a number of the witnesses have had to leave. You have used their time.

Mr. Langdon: I deeply regret, Mr. Chairman, that because of this motion being put forward by the Conservatives, because of the Conservatives refusing to table—

The Chairman: Did you have a point of order, Mr. Attewell?

Mr. Langdon: I thought you just agreed that he was not to raise points of order.

The Chairman: He has made a point of order.

Mr. Langdon: I see, it is now possible from that side but not from this side.

The Chairman: Mr. Attewell.

Mr. Attewell (Markham—Whitchurch—Stouffville): I thought Mr. Langdon, being an economist, might understand that since he started talking the national debt has gone up about \$7 million. I do not think it is a very good use of the time, but carry on.

Mr. Langdon: Let me say, Mr. Chairman, that I appreciate that point of order being raised. I see it as a question or a comment and let me just deal with it, since he has raised it in the context of my being an economist.

It is fascinating that the national debt of this country, since the Conservative government took power in September of 1984—and I remember the date indelibly, because it was the date I first became a Member of Parliament, so I have had to serve as a Member of Parliament entirely under the Conservative government—since that time, despite the fact that this Conservative government indicated that it would deal in a significant, effective way with the national debt, the national debt of this country has gone up, if my figures are not incorrect, from about \$200 billion to a figure of over \$350 billion, so that we in fact see a Conservative government that said one thing before it was elected and succeeded in doing precisely the opposite.

It is interesting as one looks back at that period. . . I made what seemed to me a rash prophecy in 1984 when

[Translation]

eu le plaisir de partager la scène avec le Père Ryan pendant le débat sur le libre-échange.

Avez-vous une question, monsieur. . .

Le président: J'estime qu'il est juste de laisser M. Langdon, qui parle longuement, présenter leur cas—je ne sais trop quel cas—poursuivre son intervention. Je ne crois pas qu'on doive l'interrompre.

M. Langdon: Merci, monsieur le président. Je suis heureux de constater que vous avez fini par comprendre ce qu'est un appel au Règlement.

Le président: Je désire. . .

M. Langdon: Ah, vous avez une question?

Le président: Non, mais je voudrais vous faire remarquer, toutefois, qu'un certain nombre de témoins ont dû partir. Vous avez utilisé leur temps.

M. Langdon: Je regrette sincèrement, monsieur le président, qu'en raison du fait que les conservateurs ont présenté cette motion qu'ils ont refusé de déposer. . .

Le président: Voulez-vous invoquer le Règlement, monsieur Attewell?

M. Langdon: Je croyais que vous veniez de décider qu'il ne devait pas faire appel au Règlement.

Le président: Il a fait appel au Règlement.

M. Langdon: Je vois, c'est maintenant possible de ce côté-là, mais pas de ce côté-ci.

Le président: Monsieur Attewell.

M. Attewell (député de Markham—Whitchurch—Stouffville): Je croyais qu'à titre d'économiste, monsieur Langdon comprendrait peut-être que depuis qu'il a commencé à parler la dette nationale a grimpé d'environ sept millions de dollars. Je ne crois pas que ce soit une très bonne façon d'utiliser notre temps, mais continuez.

M. Langdon: Permettez-moi de dire, monsieur le président, que je comprends cet appel au Règlement. J'y vois là une question ou un commentaire et permettez-moi d'y répondre, puisqu'il a mentionné le fait que je suis un économiste.

Il est tout à fait intéressant de noter que la dette nationale de ce pays, depuis que le gouvernement conservateur a pris le pouvoir en septembre 1984—et la date est à jamais imprimée dans ma mémoire, car c'est ce jour-là que je suis devenu député pour la première fois et j'ai donc eu à servir comme député toujours sous un gouvernement conservateur—depuis ce moment-là, bien que le gouvernement conservateur ait déclaré qu'il s'attaquerait sérieusement et efficacement à la dette nationale, cette dette a grimpé, si mes chiffres sont exacts, d'environ 200 milliards de dollars à plus de 350 milliards de dollars, de sorte qu'en fait le gouvernement conservateur a dit une chose avant d'être élu et a réussi à faire exactement le contraire.

Si l'on jette un regard en arrière sur cette période. . . J'ai fait ce qui me semblait une prophétie téméraire en